

Conférence de presse de Marine Tondelier et Eva Sas : les gros héritages pour financer la transition

20 min · Ecologistes

Merci beaucoup de vous être déplacés. Voilà, on est encore au mois d 'août. Je n 'ai toujours pas accouché. C 'est imminent, mais tant que je n 'ai pas accouché, je continuerai à faire des propositions dans cette campagne. On a encore beaucoup de choses à dire avant la matinée. Donc, donc nous enchaînons. Et aujourd 'hui, on est avec Eva Sasse, que je remercie sincèrement de s 'être libérée elle aussi au mois d 'août pour parler de la grande transmission qui doit financer la grande transition. C 'est un projet dont on parle ensemble depuis longtemps, puisqu 'on sait que dans le budget, dans le cadre du budget 2027 que tu pilotes Eva, pour le groupe écologiste à l 'Assemblée, on a repéré que les flux successoraux est en train d 'augmenter très fortement et que plus de 9000 milliards à être transmis d 'ici 2040 en France et qu 'il y avait là du coup, dans le cadre de ce qu 'on appelle cette grande transmission. Voilà une partie qui devait être mobilisée pour financer ce que nous on appelle la grande transition qui est essentielle à l 'avenir de nos enfants. Donc c 'est ça qu 'on veut vous présenter aujourd 'hui. Évidemment, dans un moment où l 'été qu 'on a passé a bien souligné à quel point la place de l 'environnement dans les priorités des partis, dans les politiques publiques qui n 'étaient clairement pas à la bonne. Alors je parle pas de nous ici, vous avez compris que nous, hier, aujourd 'hui, demain, on sera toujours là sur le sujet qui est notre sujet central, notre ADN, notre boussole et sur lequel on est toujours présent, pas juste quand les forêts brûlent en Gironde, mais on voit bien que les moyens n 'ont pas été à la hauteur, ni sur l 'atténuation, c 'est -à -dire qu 'est -ce qu 'on met en place pour que le changement climatique soit moins intensif que prévu, notamment par exemple respecter les accords de Paris, ça peut être pas si mal, ni sur l 'adaptation, c 'est -à -dire comment on prépare nos écoles, nos transports, notre société à vivre avec un, deux, trois degrés de plus selon l 'efficacité de notre atténuation. Et puis, qu 'on n 'était pas non plus à la hauteur sur les moyens concernant le combat, par exemple des feux, le fond vert qui a baissé, etc. Et donc, à un moment, admettre qu 'on n 'était vraiment pas prêts. Et à ce sujet, on fera vendredi avec Sandra Arégo, qui est députée du groupe écologiste aussi et qui a déposé une proposition de loi, enfin celle que l 'État aurait dû porter après le Beauvau de la protection civile, on sera avec elle et avec toute l 'interfabrique des pompiers pour vous faire des propositions aussi là -dessus. Donc là, on est sur la grande transmission et la grande transition, et je voulais commencer par quatre constats. Le premier constat, c 'est que notre nation est en situation de surendettement écologique. Ce que j 'appelle le surendettement écologique, c 'est le fait de souligner premièrement que depuis des décennies, on vit en fait à crédit sur la planète. On puise plus de ressources qu 'elle ne peut en renouveler. On émet plus de carbone que nos écosystèmes ne peuvent en absorber. On prélève dans nos sols, dans notre eau, dans nos forêts, comme si on disposait d 'un découvert sans limite, ce qui évidemment n 'est pas le cas. Vous ne vous rappellerez pas tout le concept des limites planétaires, mais on sait que ça n 'est pas vrai. Et ce surendettement écologique, le fait qu 'on vive à crédit sur la planète, il finit aussi par devenir un surendettement très concret dans le portefeuille de beaucoup de Français, mais aussi dans le portefeuille des collectivités et de l 'État, puisqu 'on a en fait une dépendance aux énergies fossiles qui endettent à la fin tout le monde. Et on a organisé en fait notre économie qui vit à crédit sur les limites de la planète et qui dans le même temps nous enferme dans le remboursement perpétuel de notre dépendance au prix du gaz, au prix du pétrole, au prix de l 'électricité. Et donc notre pays, il est dans sa situation surendettement climatique et celles et ceux qui nous dirigent

finalement nous proposent de continuer à crédit. C 'est ça qui se passe. J 'avais dit dans mon discours aux journées de Têlat de Grenoble la semaine dernière que ce n 'était pas un gouvernement qu 'on avait, c 'était Kofidis. Et que Kofidis, au moins, ils étaient obligés d 'afficher les taux. Eux, en fait, ça fait 50 ans qu 'ils nous cachent les intérêts, les intérêts que nous allons devoir payer. Le deuxième point sur lequel je voulais insister en introduction, c 'est la particularité de cette dette climatique qui frappe d 'abord celles et ceux qui en sont le moins responsables. Donc il y a un truc comme ça où les moins responsables sont les plus exposés et les plus responsables, les plus protégés des conséquences du changement climatique. Ce qui est un problème en politique publique, puisque je pense qu 'on a tous une vocation à viser la justice et qu 'une politique juste, elle ne doit jamais demander les mêmes efforts à des gens qui n 'ont ni les mêmes moyens, ni les mêmes responsabilités dans la situation, ni les mêmes alternatives. CF proposait à tout le monde d 'abandonner sa voiture quand certains ont accès à des transports en commun, des bus et n 'ont pas des grandes distances à faire et d 'autres noms. Donc aujourd 'hui, en France, on voit bien qu 'il est indéfendable que les 1 % les plus riches payent proportionnellement à leurs revenus moins d 'impôts que vous, que moi, que l 'ensemble des Français. Ce n 'est pas acceptable et c 'est aussi un levier qu 'on doit pouvoir mobiliser pour en finir avec une situation qui est injuste, intenable et intolérable et qui finit par déliter le pacte social parce qu 'en fait, les gens, tout le monde comprend qu 'on doit payer des impôts, mais quand tu dis « moi je paye des impôts sur le revenu » et lui proportionnellement « le revenu on paye moins que moi » alors qu 'ils sont très riches et incompréhensibles. Troisième point sur lequel je voulais insister en intro, la bataille climatique, elle se gagne avec un plan et de l 'argent et ce gouvernement manifestement n 'a ni l 'un ni l 'autre. On a bien vu que cet été, c 'était catastrophique et au moment où on en avait le plus besoin, arrive sur la table du débat public le fait que Gabriel Attel a annulé des commandes de Canadair, arrive sur la table le fait que la base dans les Landes amont de Marseille une base de protection civile notamment pour faire que des Canadairs, des bombardiers puissent arriver beaucoup plus vite s 'il y avait un nouveau feu en Géant des Landes, ça avait été décidé après les gros incendies de 2002. On apprend que M. Retailot a annulé ce projet par exemple. Là aussi pour des questions budgétaires, on apprend que, enfin ça on disait depuis longtemps que ma prime rénovent. Ce dispositif, il a quand même été saccagé, suspendu, remis, ça change tout le temps, plus personne ne comprend rien, il y a quand même moins de moyens globalement dessus et ce qu 'on avait aussi beaucoup dénoncé à chaque fois, le fond vert a été divisé par quatre en deux ans par les gouvernements Attal. Alors lui c 'était un décret par un trait de plume, mon dégel de crédit, puis je ne sais jamais l 'ordre, je crois que c 'était Barnier, puis Bayrou, puis le Cornus, et ça, ça a tellement bougé qu 'on s 'y perd mais chacun, on les a combattus, chacun sur ce point précis et aujourd 'hui on en est là, on n 'est pas prêts. Et à chaque fois, pour justifier ces renoncements sur les questions environnementales, c 'est le même argument qui revient, c 'est, oui mais bon, tout ça, ça coûte très cher. L 'écologie ça coûte très très cher et nous ce que nous répondons, c 'est oui, l 'écologie a un coût mais l 'écologie n 'a pas de prix et c 'est ça le quatrième point de mon intro. L 'écologie a un coût mais elle n 'a pas de prix. Ou alors, il faut m 'expliquer, il faut m 'expliquer combien coûte une forêt qui brûle, combien coûte une récolte perdue, combien coûte une maison fissurée par la sécheresse, combien coûte une ville inondée, combien coûte une journée de travail rendue impossible sur la canicule, combien coûte une santé perdue, combien coûte une vie. Et c 'est là l 'absurdité fondamentale de leur raisonnement. Ils comptent toujours le coût de l 'action, combien ça coûterait d 'agir, mais il ne coûte jamais la facture de l 'inaction et les économistes depuis très longtemps et je pense que s 'ils devaient refaire cette démonstration aujourd 'hui, ce sera encore plus. Le chiffre que je cite depuis des années, c 'est que l 'inaction climatique, selon les économistes, coûte au moins 5 fois plus cher que l 'action. Donc là où vous pensez faire une économie parce que vous baissez le fond vert, en fait, vous payez 5 fois plus demain. Et voilà pourquoi je le dis et je redis, l 'écologie n 'a pas de prix. En ajoutant que la France, elle sait ce que c 'est prendre une menace au sérieux. Vous voyez, quand Vladimir Poutine a envahi l

'Ukraine, notre pays, l'Europe, ils ont su réagir. Ils ont, on les a soutenus d'ailleurs, ils ont débloqué des moyens exceptionnels, ils ont modifié nos priorités, ils ont accepté de bouleverser ce qui est encore la veille, il paraissait intangible parce que quand l'essentiel est menacé, on commence pas par se demander combien coûte la défense de l'essentiel. On défend, instinctivement. Et après, on trouve des solutions financières. Mais ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi nos dirigeants, ils sont capables de faire ça sur la guerre en Ukraine, qui est une vraie menace concrète à nos portes pour nos libertés. Donc il faut évidemment agir. Mais ils n'arrivent pas à le faire sur le dérèglement climatique. Ils continuent à traiter comme une politique sectorielle. Et pourtant, ce sujet-là, il engage notre sécurité, notre souveraineté, notre alimentation, notre santé et jusqu'à l'habitabilité de nos territoires. C'est vraiment une menace vitale au même titre que les guerres qui ravagent le monde à nos portes. Et c'est une question existentielle pour les générations futures, mais aussi un sujet de sécurité nationale dès à présent. Et ça arrive dans une campagne présidentielle, jusqu'à cet été. Lisez les papiers, ça a été écrit, l'environnement, maintenant tout le monde s'en fout, les Français ne s'en préoccupent pas, les politiques non plus. Et donc, le suspens, c'était les écologistes ont-ils réussi à imposer leur sujet dans la campagne présidentielle parce qu'on ne va pas en parler ? Bon, aujourd'hui, c'est ça la magie. C'est arrivé déjà en 2019 quand il y avait des marches climat. Aujourd'hui, c'est... Il y a-t-il besoin d'écologistes puisque tout le monde est devenu depuis trois semaines. Donc, c'est assez vertigineux pour nous de le vivre, mais c'est ça qui se passe en tout cas. Ce que je constate, moi, c'est que dans la présidentielle, jusqu'à cet été, on a beaucoup parlé de souveraineté, de sécurité, d'indépendance, de protection. Mais en fait, tout ça dépend de l'écologie, qui est la mère de toutes les batailles. Vous n'avez pas de souveraineté pour un pays qui dépend des énergies fossiles des autres. Vous n'avez pas de sécurité quand des territoires deviennent inhabitables plusieurs semaines par an que l'eau, l'air, le sol, l'alimentation rendent malade. Vous n'avez pas d'indépendance quand notre agriculture, elle ne peut plus produire. L'écologie, voilà, ce n'est pas une politique parmi d'autres, c'est celle qui rend toutes les autres possibles. Et donc, c'est la mère de toutes les batailles. Et si on perd cette bataille-là, on ne sera tout simplement plus en mesure de mener les autres. Donc, l'écologie, c'est la condition même de notre existence et de notre liberté. Donc bref, on a l'impression que beaucoup se réveillent sur le sujet en cette rentrée. On n'est pas dupes. C'est -à-dire qu'on n'est pas dupes de celles et ceux qui mettent tout d'un coup de sujets en priorité quand il est haut dans les sondages d'opinion. Nous, c'est notre priorité tout le temps. Mais au moins que ça serve à l'action et à des décisions la dès la rentrée. Maintenant que la classe politique semble bien réveillée sur le sujet, voilà. concrètement ce sur quoi on peut se mettre d'accord pour la France, pour les Français et pour l'avenir de nos enfants. C'est pour ça qu'on a demandé un rendez-vous à Matignon. On l'avait dit dans notre conférence de presse fin juillet, on a refait un courrier là la semaine dernière, on n'a pas encore de réponse mais je pense vraiment que c'est le moment de mettre toutes les forces politiques autour de la table pour, avant qu'un sujet en chasse l'autre, vous savez comment l'actualité va reprendre à la rentrée, on prenne des décisions. Et nous ce que l'on met sur la table, outre notre plan d'adaptation qui est sorti fin juin, outre notre plan pour la sécurité civile qui est sorti fin juillet. Je pense qu'on a été le seul parti à, de manière très réactive, sortir ces deux plans tout simplement parce qu'on n'y a pas réfléchi cette nuit-là mais qu'ils étaient prêts dans les cartons. Et bien là la proposition supplémentaire que nous mettons sur la table, c'est après des décennies d'inaction, voilà, le moment de la réaction et un budget qui répond aux besoins de protection des Français. Donc c'est cette grande transmission qu'on veut affecter à la grande transition. C'est Eva Sasse qui vous le présentera dans le détail mais en fait nous ce qu'on souhaite c'est que ce budget 2027, il dégage des moyens pour répondre aux enjeux de sécurité de notre temps, qui sont comme je vous l'ai dit, tous liés aux enjeux écologiques. Sécurité sociale des Français donc par le renforcement des services publics et de la défense de notre modèle social. Vous savez qu'on a beaucoup parlé d'un état providence climatique, on vous fera des propositions très précises en sens dans le mois mais

voilà il y a une sécurité sociale qui existe, si on veut qu'elle soit adaptée au 21e siècle, il faut y intégrer tous les nouveaux risques ceux qui n'étaient pas présents en 1945 et donc l'état providence écologique, climatique, qui doit comprendre les évolutions du droit du travail, les catastrophes naturelles, les retraits gonflements argiles, la sécurité sociale de l'alimentation, enfin c'est beaucoup de sujets sur lesquels on doit pouvoir avancer. Donc sécurité sociale, première sécurité, deuxième sécurité, la sécurité géopolitique à l'âge des empires fossiles, c'est à dire le budget de la défense, le budget de la défense c'est beaucoup, le budget de la défense par exemple il va progresser de 6,4 milliards d'euros grâce à la loi de programmation militaire et la défense va voir ses moyens bondir de 11 % et nous soutenons ça aussi. Et troisième sécurité, la sécurité écologique avec des moyens pour la transition, pour l'adaptation qui peuvent pas être inférieurs à l'augmentation des moyens de la défense parce qu'il s'agit, je vous l'ai dit, de protéger les français comme l'a démontré cet été caniculaire. Et pour répondre à ces enjeux là, on va vous présenter un budget qui pour nous est juste, efficace et orienté vers le climat juste. Parce que je vous l'ai dit tout à l'heure, notre fiscalité doit permettre de réduire les inégalités, c'est comme ça le concept de la redistribution et c'est pas toujours le cas. On est quand même devenu plus inégalitaire que la moyenne des pays de l'Union européenne donc ça devrait nous alerter. Deuxièmement, notre fiscalité doit être efficace, on voit par exemple, je serai au MEDEF demain, je pense ça fera partie des sujets que je poserai sur la table comme j'avais d'ailleurs fait l'année dernière, on y sera toutes les deux avec Eva d'ailleurs, il y a 187 milliards d'aides aux entreprises, le sujet n'est pas tant le volume que comment elles sont distribuées, tout comme les aides aux agriculteurs dont 80 % sont distribuées à 20 % des agriculteurs les plus riches. On a quand même un petit sujet voilà d'efficacité des dépenses et donc pour ce qui est des entreprises par exemple, on donne de l'argent, ok, mais de manière ciblée et conditionnée à leur contribution réelle à l'emploi, à la dynamique salariale et l'impact environnemental. Et puis donc je vous disais juste efficace et orienté climat, eh bien sur l'orientation climat c'est simple, c'est 10 milliards pour le climat dès 2027 et évidemment c'est pas un one shot en 2027, il y a de l'argent qui est en place en plus tous les ans pour la transition, l'adaptation etc. Et il faut aussi accepter le, acter le fait entre nous qu'il est plus acceptable que dans ce qu'on appelle le budget vert, pas nous mais dans la nomenclature qui compte sur le budget vert, il y ait des dépenses fiscales et budgétaires qui soient néfastes au climat et c'est à peu près 8 milliards d'euros quand même chaque année donc ça c'est un problème aussi. On propose notamment une TVA écologique à 20 % sur les biens et les services à fort impact environnemental, le trafic aérien par exemple qui est aujourd'hui moins taxé que d'autres et puis réduire à 5 à 5,5 ce qui contribue à la transition comme le train, le bio, les services de réparation. Donc c'est aussi le but de la fiscalité qu'elle soit incitative. Eva va vous expliquer tout ça, revenir sur la situation budgétaire de l'état actuelle parce qu'on ne raisonne pas dans un monde abstrait, on part d'une situation réelle qui est l'héritage du macronisme et puis vous précisez ce qu'on imagine plus précisément en termes de recettes et de dépenses. À toi Eva, bon courage. Merci Marine.

Effectivement le bilan du macronisme de 10 ans de macronisme c'est d'avoir fait passer le déficit de 2,6 % à 5,1%. On voit que le Mozart de la finance a bien géré les finances publiques, c'est ironique. La question des déficits c'est une question qu'on ne balaye pas du revers de la main, ne serait-ce que parce que 74 milliards de charges de la dette et bien ça obère notre capacité à mener d'autres politiques publiques et c'est le principal problème. Donc on adresse cette question du déficit mais pour nous évidemment on doit le faire en retrouvant des marges de manoeuvre fiscales, ne serait-ce que parce que les 10 ans de macronisme c'est 62 milliards de recettes fiscales en moins, 2,2 coïns de PIB, donc on a besoin de retrouver ces marges de manoeuvre fiscales. Et nous nous abordons toujours les questions fiscales et budgétaires avec ce double prisme, d'une part la réduction des inégalités et d'autre part la lutte contre le dérèglement climatique. D'ailleurs l'un nourrit l'autre, les pays les plus inégalitaires sont ceux qui ont le plus, l'empreinte carbone la plus élevée. C'est comme ça que vous l'avez vu nous avons déjà défendu depuis 2022 la ISF climatique, dans un

premier temps la taxe Zuckmann ensuite, contre cette politique inégalitaire des gouvernements macronisme qui ont fait, tu l'as dit, que ce pays dont l'égalité est pourtant la devise est devenu plus inégalitaire que la moyenne des pays européens. Donc l'enjeu désormais, au delà de la fiscalité sur les plus hauts patrimoines et les plus hauts revenus, c'est maintenant la question de l'héritage. Pourquoi ? Parce que tu l'as dit, il y a une forte augmentation des flux successoraux qui sont à venir, plus de 9 000 milliards qui vont être transmis d'ici 2040, ça fait de l'ordre de 500 milliards d'euros par an avec une montée en charge. Et c'est à notre sens une opportunité historique en fait, au vu des besoins de financement en particulier pour la transition écologique. C'est pour ça que nous disons que la grande transmission doit financer la grande transition. Les générations actuelles ne peuvent pas léguer aux générations futures seulement un monde qui brûle, elles doivent aussi leur léguer les moyens de la transition. Et c'est la raison pour laquelle ce que nous proposons c'est une contribution générations futures sur les patrimoines les plus élevés, sur les 1 % des héritages les plus élevés, avec une contribution donc exceptionnelle de 10 % sur les héritages qui dépassent 4 millions d'euros et 10 % supplémentaires sur les 0,1 % des héritages les plus élevés, donc ceux qui dépassent 13 millions d'euros. Et pour que le rendement soit au rendez-vous, il faut travailler pas seulement sur le barème mais aussi sur les niches fiscales, car vous le savez il y a beaucoup de niches fiscales sur les héritages en France, ce qui fait que les plus riches payent à peine 10 % de droits de succession, alors que les taux sont d'ailleurs facialement élevés. C'est pour ça qu'au-delà de cette contribution générations futures, nous proposons aussi de resserrer le Dutreil en baissant le taux à 50 % au-delà de 50 millions d'euros par exemple, et aussi de taxer les plus-values latentes, puisque là c'est l'une des niches fiscales qui est la plus coûteuse pour le budget de l'État. On estime que ça pourrait rapporter de l'ordre de 15 milliards d'euros en régime de croisière, plutôt 10 milliards d'euros dès le premier budget 2027, et c'est bien les 10 milliards d'euros que nous voulons affecter au climat. Tu l'as dit, nous avons su faire un effort important pour la défense, il faut faire un effort qui n'est pas moindre pour l'écologie et le climat, parce que dans les deux cas il s'agit de protéger les Français. Et on a affiché deux priorités dans ce budget 2027, d'abord un plan de rénovation du bâti scolaire, vous avez vu que les écoles et nos enfants ont souffert lors de la canicule, et on a besoin d'accélérer très fortement sur la rénovation thermique des écoles et un plan fraîcheur pour les écoles. On sait que rénover les écoles et les collèges et les lycées de France sur 10 ans, c'est à peu près 4 milliards d'euros par an, nous proposons que l'État contribue à hauteur de la moitié, c'est-à-dire 1 euro mis par l'État, 1 euro financé par les collectivités, donc 2 milliards d'euros dans ce budget 2027 financé par l'État et à même hauteur par les collectivités. La deuxième priorité, tu l'as dit, c'est un plan de financement de la sécurité civile pour aller en l'occurrence vers un doublement de la taxe sur les contrats d'assurance qui sont affectés directement au service d'incendie et de secours au travers des départements, donc c'est le moyen à notre sens de financer ce grand plan de sécurité civile. Les pompiers sont très en colère du manque de moyens et nous devons absolument y répondre, cela vaut pour les incendies, cela vaut aussi pour les inondations qui malheureusement sont peut-être aussi à venir dès cet automne. Donc vous le voyez, notre proposition, c'est de taxer les héritages les plus élevés. Je vous ferai trois remarques. D'abord, on ne taxe pas dès le 1er euro, on ne taxe pas 99 % des héritages, on ne touche pas à la science. c'est peut-être un élément important. Par contre, oui, nous assumons une contribution volontariste sur les 1 % les plus aisés qui continuent à s'enrichir et de génération en génération. Et nous ne voulons pas d'une France qui devienne une société d'héritier. Donc voilà les propositions, une des propositions, une priorité pour le budget 2027. Nous en aurons évidemment bien d'autres à développer lors de l'examen du projet de loi de finances. C'est la proposition formulée comme ça.

[Si ça vous va, nous on s](#)

'arrête là.